

POLITIQUE INTERNATIONALE

Forum de Davos: Trump et après moi le déluge...

• **Après la Chine, le président s'en prend aux Européens**

• **Un bras de fer au premier jour de son procès en destitution**

APRÈS la Chine, au tour de l'Europe. Le président américain Donald Trump a profité de sa venue au Forum économique de Davos (prévue du 21 au 24 janvier) pour mettre sous pression l'Union européenne. Et ce, en agitant à nouveau la menace de taxes sur les voitures. «Je voulais attendre d'en avoir fini avec la Chine. Je ne voulais pas m'occuper de la Chine et de l'Europe en même temps...», a commenté le président américain, faisant référence à la trêve commerciale tout juste conclue par Washington et Pékin.

Le président américain, qui avait rencontré mardi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen en vue d'engager des discussions sur un accord commercial bilatéral, estime que

«ce sera très simple» avec les Européens. «Nous prévoyons d'avoir dans quelques semaines un accord que nous pourrions signer ensemble», a de son côté

Davos que les Etats-Unis étaient prêts à discuter d'une réforme de l'Organisation mondiale du commerce. L'OMC est très critiquée par les Etats-Unis, qui lui

éventuelle de taxes sur les automobiles européennes non à un vaste accord commercial, mais à la taxation du numérique. Un sujet hautement conflictuel entre Washington et certains pays européens, France en tête. D'autres pays de l'UE lui ont emboîté le pas: l'Autriche et l'Italie ont introduit une taxation nationale, l'Espagne y réfléchit.

Le ministre des Finances britannique Sajid Javid a déclaré pour sa part que Londres entendait «mettre en place en avril» sa propre taxe sur le numérique. Donald Trump a aussi profité de son passage à Davos pour rencontrer une foule de patrons étrangers et américains, et pour distribuer bons et mauvais points.

Le tout, alors que son procès en destitution a commencé à Washington par une guerre de tranchées entre les défenseurs républicains et les procureurs démocrates. Le 45e président des Etats-Unis, troisième seulement à subir l'affront d'un procès en destitution après Andrew Johnson en 1868 et Bill Clinton en 1999, n'était pas présent aux audiences. □

F. Z. T avec agences

Des restrictions pour entrer aux USA

LE président américain a annoncé que son administration s'apprêtait à ajouter quelques pays à sa liste controversée d'Etats dont les ressortissants sont interdits de voyage ou soumis à d'importantes restrictions pour entrer aux Etats-Unis. Le Wall Street Journal a rapporté plus tôt que l'administration Trump prévoyait d'ajouter sept Etats africains et asiatiques - dont le Nigeria, la nation la plus peuplée d'Afrique. Les autres pays dans le viseur de Washington seraient le Belarus, l'Érythrée, le Kirghizstan, la Birmanie, le Soudan et la Tanzanie, a précisé le quotidien. Un premier ensemble d'interdictions de voyage ou de restrictions d'entrée aux Etats-Unis avait été dévoilé peu après l'entrée en fonction du président Trump en janvier 2017, visant principalement des pays musulmans. La mesure avait provoqué de très vives critiques aux Etats-Unis, comme au sein de la communauté internationale. □

assuré la présidente de la Commission européenne. Tout en précisant qu'il couvrirait le commerce, mais aussi la technologie et l'énergie.

Donald Trump a toutefois adopté un ton plus consensuel pour annoncer depuis

reprochent de trop bien traiter les puissances émergentes, et surtout la Chine. Au moment où les Européens se montrent très attachés à ce cadre multilatéral.

Le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin a lui lié l'imposition